

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER... \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 4 mois. 3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts
POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.35 \$1.05
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRAIRE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 16 AVRIL 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureau : 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.
Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC. QUI SE SOLDENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHESTélégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES AMERICAINES

AU SENAT DES ETATS-UNIS

Grande affluence de spectateurs.

Discours enflammé de M. Cullom.

M. Piatt présente une résolution des journalistes de l'Etat de New York.

Les remarques de M. Berry, de l'Arkansas, sur la valeur des soldats du Sud sont applaudies.

Plusieurs sénateurs expriment successivement leur opinion.

Une décision sur la question cubaine sera prise ce soir avant l'ajournement.

Washington, 15 avril.—Malgré les nuages bas menaçant de verser leurs torrents suspendus, malgré aussi l'heure exceptionnelle de l'ouverture de la séance les tribunes du Sénat étaient foules ce matin à dix heures quand le vice-président des Etats-Unis a pris place au fauteuil présidentiel du Sénat.

Avant la séance, tout indiquait que la discussion serait longue, se prolongerait peut-être jusqu'à une heure avancée de la nuit, car M. Davis, président de la commission des affaires étrangères, avait annoncé son intention de tenter d'obtenir la continuation de la séance jusqu'à une décision sur les résolutions pendantes.

Hier, au moment où l'ajournement a été prononcé, le président de l'assemblée avait devant lui une liste de vingt-trois sénateurs ayant demandé la parole sur la question en discussion.

A la suggestion de M. Davis les affaires de routine ont été écartées, et la résolution présentée par la commission des affaires étrangères a été mise à l'ordre du jour.

M. Cullom, de l'Illinois, a prononcé un discours soigneusement préparé couvrant tous les points de la question cubaine.

Après avoir appelé l'attention sur son attitude depuis l'ouverture de la question cubaine, M. Cullom a dit que l'heure d'agir allait sonner pour les Etats-Unis. Degré par degré l'Espagne a été chassée de l'hémisphère occidental et elle est sur le point de perdre un autre joyau—le plus beau—de ses possessions coloniales. S'il était permis à l'Espagne de poursuivre sa politique dans l'île de Cuba, elle continuerait sans remords et à l'abri, s'il était possible, jusqu'au dernier des patriotes.

Ses crimes noirs, a dit M. Cullom, appellent hautement la vengeance, et la vengeance sera exercée par le peuple américain dans l'intérêt de l'humanité.

M. Cullom a passé en revue les circonstances de la destruction du Maine. Il a déclaré que cette destruction constituait un crime sérieux accompli de propos délibéré.

Dans toutes les parties du pays le peuple demande que ce crime soit vengé et que le coup soit porté sans délai. Et si l'Espagne s'offense de nos mesures, a ajouté M. Cullom, nous n'hésiterons pas à relever le gant et à faire appel au dieu de la guerre et aux hommes pour rendre justice à nos actes. Nous nous proposons maintenant de faire notre devoir envers Dieu et envers les hommes, et de forcer l'Espagne à retirer ses soldats et son drapeau de l'île de Cuba.

Après de longs arguments sur la nécessité de mesures immédiates et un hommage au président McKinley, M. Cullom a conclu de la façon suivante :

Grâce au sentiment incalculable de justice du peuple des Etats-Unis les assassins et les bandits qui exercent actuellement un semblant d'autorité dans l'île de Cuba seront bientôt mis au secret, jusqu'au moment où la justice sera satisfaite et où l'ange vengeur aura rendu le verdict et écrit la sentence du monde offensé. Et si le peuple des Etats-Unis ne doit rien faire de plus dans ce siècle que de noyer les barbares dans la mer des Caraïbes, nous, qui formons ce peuple, obtiendrons les louanges de tout ami de la liberté et de l'humanité dans toutes les parties du monde.

M. Piatt, de l'Etat de New York, a présenté au Sénat une résolution élaborée par l'association des journalistes républicains de son Etat.

M. Berry, de l'Arkansas, a pris la parole après M. Cullom. Comme préface de son discours il a dit qu'il occupait son siège dans la Chambre haute du Congrès pour soutenir et appuyer le président des Etats-Unis dans ses efforts pour faire sortir la paix du chaos actuel.

L'orateur a demandé l'adoption de la résolution de M. Turpie, résolution tendant à reconnaître l'indépendance de la République cubaine. Dans son opinion, il est nécessaire de placer le pays sur un pied honorable devant les nations du monde. Vous pouvez repousser cette résolution, vous pouvez voter la résolution de la majorité de la commission des affaires étrangères, ou vous pouvez choisir la résolution de la Chambre, mais quelle que soit la résolution qui sera adoptée je soutiendrai le président.

M. Berry a parlé de l'imminence de la guerre et a dit que pour assurer la victoire à l'armée américaine il était absolument nécessaire à cette heure de grandes épreuves, de donner au président l'appui dont il avait besoin.

Alors, dans un éclat d'éloquence passionnée, M. Berry a engagé le Sud à la loyauté au drapeau.

Tout en réarrivant son jugement jusqu'au moment où la valeur des soldats du sud serait reconnue, il croyait que leur record serait inégalable dans l'histoire de la civilisation moderne, qu'après le jour glorieux où le drapeau étoilé flotterait sur les plaines désolées de l'île de Cuba, la valeur du sud soutiendrait la comparaison avec celle du nord.

Les applaudissements des tribunes ont accueilli la fin du discours de M. Berry.

M. Cockerell, du Missouri, s'est levé et a protesté contre une telle marque d'approbation, et il a demandé au vice-président Hobart d'annoncer aux spectateurs des tribunes qu'on ne pouvait pas transformer le Sénat en café-concert. Et, conformément, le président de l'assemblée a informé l'impressionniste foule pressant dans les tribunes qu'elle aurait à respecter la dignité du Sénat, ou que les tribunes seraient évacuées.

M. Daniel, de la Virginie, a pris ensuite la parole.

Sa renommée d'orateur étant établie depuis longtemps, tous les spectateurs des tribunes ont tendu le cou pour écouter attentivement les premières paroles tombant des lèvres du distingué virginnien.

Il a dit qu'il avait été en faveur de la paix jusqu'à présent, mais que ce temps semblait passé et qu'il avait l'intention de soutenir le président dans les nécessités de l'heure présente.

M. Daniel a dit que la résolution de la Chambre et la résolution de la commission sénatoriale ne le satisfaisaient pas. Dans mon jugement, a-t-il dit, notre premier acte devrait être d'inscrire sur le livre des statuts du pays la reconnaissance de la République Cubaine,

qui a conquis une place parmi les nations indépendantes du monde par sa vaillante épée.

Quelques critiques sévères sur le message du président ont donné lieu à un colloque animé entre M. Daniel et M. Gray, du Delaware.

M. Tillman s'est prononcé en faveur de la reconnaissance de la République cubaine. Il a dit que si une déclaration générale dans ce sens était incorporée, le président, aidé des troupes des Etats-Unis, pourrait établir dans l'île le gouvernement qu'il jugerait convenable.

M. Wolcott a dit qu'il ne pourrait pas voter pour la reconnaissance du gouvernement cubain, car il désirait éviter le scandale d'une réorganisation.

M. Spooner a déclaré qu'il ne savait pas s'il y avait des détenteurs de valeurs espagnoles aux Etats-Unis, mais qu'il savait que le président ne pouvait pas être influencé par de telles considérations.

Finalement, il a été convenu de voter demain soir, avant l'ajournement, sur la résolution cubaine.

L'affaire du Maine. Révélations de Crandall ou Escadéro.

Chicago, 15 avril.—On lit dans le Times-Herald :

Chas A. Crandall, autrement, Emanuel Escadéro, qui, agissant en vertu d'ordres du capitaine-général Weyler, a placé les mines et les torpilles dans le port de la Havane, a été découvert à Chicago. Hier soir, il était sous la garde de trois agents du service secret des Etats-Unis qui vont le conduire à Washington, où on l'attend pour obtenir de lui des renseignements certains, prouvant au-delà de tout doute que le Maine a sauté par suite d'une mine, entraînant la mort de 256 officiers et marins, le tout préparé et dirigé par des agents connus des officiers espagnols.

Il a été livré par un espion cubain. Depuis l'explosion du Maine, Crandall ou Escadéro se cachait dans le pays. Quand les agents du service secret lui ont assuré qu'il serait protégé, il a consenti à les accompagner.

Les déclarations de Crandall sont contenues dans des lettres qui sont en sa possession, venant d'officiers du général Weyler et de Weyler lui-même.

Voici le récit : Mon nom est Chas M. Crandall. Je suis Américain de naissance et j'habitais jadis New York. J'ai servi dans la marine des Etats-Unis, sur le croiseur San Francisco, sous le capitaine Sampson et l'amiral Brown.

C'est au service des Etats-Unis que j'ai fait l'étude des mines et des torpilles.

J'ai quitté la marine des Etats-Unis et suis allé à Lima, Pérou. J'y ai été employé par Grace et Cie de Londres, dans leurs engagements de nitre.

A Lima, j'ai rencontré de nombreux Espagnols. L'un d'eux, Emil L. Castillo, agent du gouvernement espagnol, m'a engagé à aller à Cuba comme expert pour la défense des côtes, au service du général Weyler. J'ai été transporté dans cette île gracieux. Arrivé là, j'ai rencontré Antonio Marcia Diaz qui m'a attaché au service du port pour y ancrer secrètement des mines et des torpilles.

J'ai commencé à placer des mines, au commencement du printemps de 1896. J'ai achevé mon travail, un an plus tard. Je ne travaillais que la nuit. J'étais aidé par cinq ouvriers italiens et deux bateliers espagnols. Il y en avait 17 mines placées et 10 torpilles.

Les mines avaient été fabriquées en Angleterre, et les torpilles, en Italie. Ce travail a été lent, parce que, par ordre, je ne pouvais agir que la nuit au clair de lune. Quand mon travail a été achevé, j'en ai fait le plan et je l'ai soumis au général Weyler. J'ai alors reçu l'ordre d'aller placer les mines et sept torpilles dans le port de Matanzas. Ce travail a été achevé en juillet dernier. Quand j'eus terminé, le général Weyler m'ordonna d'aller placer une mine additionnelle près de la bouée No 4, ce qui effectuait une chaîne complète de mines dans le port, d'un côté à l'autre, depuis l'entrée du port jusqu'au dernier ancrage.

Un jour, le général Weyler m'envoya chercher au palais et me demanda de paraître sous un uniforme d'officier d'artillerie, qu'il m'envoyait dans ce but.

Je me suis rendu au palais : il me demanda s'il était possible à un navire d'entrer dans le port et de le quitter en dehors de la chaîne de torpilles et de mines. Je lui

montrai le brouillon de ma carte; il y ordonna des changements, surtout dans les chenaux opposés au chantier de marine.

Quand mon travail fut terminé et que son aide de l'artillerie eut approuvé les plans, il me donna un passeport pour Key West et m'assura que je serais payé, quand la première mine ou torpille aurait été mise en usage.

Je restai à la Havane jusqu'au 10 février. J'allai alors à Key West, où je restai jusqu'au 3 mars. A cette date, je reçus mon dernier ou espagnol de la Havane, par l'intermédiaire d'un messenger espagnol.

Après l'explosion du Maine je me cachai chez une famille de couleur, près de Fort Taylor.

Aussitôt que je reçus avis de m'esquiver, je partis sur le premier steamer pour Miami.

Le Maine était ancré juste à la bouée du général Weyler m'avait ordonné de placer la bouée additionnelle, désignée officiellement comme bouée No 4.

De Miami, je me rendis à Nashville où je reçus la lettre suivante, de la Havane, en date du 1er mars 1898 :

Détruire toute preuve; aller à New York; un billet pour Londres vous y attend.

Signé : DIAZ.

Tout ceci venait de l'adjudant et de l'espion intime de Weyler, lequel a exécuté les ordres qui lui venaient d'Espagne, par le général.

Crandall affirme qu'il a reçu du général Weyler l'ordre de prendre le nom d'Escadéro. Il a plusieurs lettres de Weyler concernant son travail, ainsi qu'une passe militaire de cet officier.

Il a livré le tout aux agents du service secret des Etats-Unis. On en fera usage à Washington.

L'opinion des sénateurs sur une nouvelle démarche des représentants des puissances étrangères en faveur de la paix.

Washington, 15 avril.—Un grand intérêt est attaché parmi les sénateurs à une nouvelle démarche possible de la part du concert des puissances européennes en faveur du maintien de la paix entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Quoique les sénateurs, pour la plupart, prétendent ignorer ce mouvement ils expriment généralement l'opinion que le rapport l'annonçant est basé sur des développements, car ils considèrent que rien n'est plus probable que la continuation des efforts commencés par les puissances.

Les opinions diffèrent sur les effets probables des représentations, projetées dit-on, et sur le point auquel iront les puissances des affaires européennes est qu'aucune coalition complète ne pourrait être obtenue pour une protestation radicale contre la politique des Etats-Unis. Cette opinion est basée sur la croyance que l'Angleterre ne se joindrait à aucune représentation pouvant causer un préjudice quelconque aux Etats-Unis.

Quelques sénateurs de cette catégorie disent qu'au moment critique final la Grande-Bretagne ne fera aucune opposition aux mesures que prendront les Etats-Unis, même s'ils vont au point de reconnaître l'indépendance.

On exprime généralement la confiance que l'Allemagne hésiterait également à prendre une attitude extrême.

Tous, cependant, estiment qu'il est probable que les représentations seront renouvelées sous une forme quelconque, parce qu'il est compris que l'Europe craint qu'une guerre à propos de Cuba n'entraîne des complications dans le Vieux Monde.

Les sénateurs conservateurs expriment l'opinion que toute représentation qui pourra être faite devra être l'objet de la plus attentive considération et faire réfléchir le peuple de ce pays avant de se jeter dans une guerre.

D'un autre côté les sénateurs qui réclament des actes à grands cris ne sont pas impressionnés par l'importance de la démarche des puissances. Ils disent qu'on attachera peu d'importance aux représentations, si elles sont faites.

Cette dernière opinion semble prévaloir en ce moment, et tout porte à croire que le Sénat ne sera pas arrêté par la possibilité de la démarche annoncée.

L'Appel des Milices. La question de l'artillerie.

Washington, 15 avril.—La question de savoir comment les hommes de la milice des différents Etats seront appelés au service actif, quand les opérations de guerre seront résolues, occupe l'attention du président et des officiers du département de la guerre.

Un des officiers a dit que quand l'ordre sera lancé de concentrer l'armée régulière sur un point du Sud, le président fera un appel de 50,000 hommes des milices.

On ne connaît pas bien l'époque exacte où les ordres de concentration de l'armée régulière seront donnés ainsi que l'appel de la milice.

Quelques officiers pensent que ces ordres seront lancés, le lendemain du jour où le président signera la résolution ordonnant l'intervention. On a suggéré que l'administration devrait éviter de prendre des mesures pour la concentration, avant la signature de la résolution d'intervention, car on pourrait considérer cela comme un acte d'hostilité.

Il n'en est pas de même de la marine, a-t-il dit, pour laquelle l'Espagne et les Etats-Unis font d'actifs préparatifs; aucune des deux n'a concentré sa flotte dans les eaux de l'autre.

Le secrétaire Alger aurait dit à quelques visiteurs aujourd'hui que si le congrès requerrait le président d'employer les forces de terre et de mer, dans l'affaire de Cuba, l'appel de 50,000 hommes par le président aurait lieu 48 heures heures après.

Le secrétaire n'a voulu nier ni confirmer les paroles qu'on lui prête; mais il est plus probable qu'il en sera ainsi.

Grâce aux efforts de l'assistant-secrétaire Meiklejohn, le Département a des renseignements sur la capacité de chargement et sur la rapidité de chaque navire engagé dans le commerce de la côte, mesure d'une grande utilité actuellement.

M. Meiklejohn désire faire savoir que le département de la guerre n'a cherté aucun navire dans ce but; il se contentera de les fréter, quand le besoin s'en fera sentir.

Des ordres ont été envoyés au général Wesley Merritt, commandant le département de l'est et au général Graham, commandant le département du golfe, de hâter les travaux aux différents postes d'artillerie qui sont sous leur direction.

Ils devront se procurer tous les moyens à leur disposition pour effectuer les mouvements d'artillerie, hommes et matériel, suivant que les besoins s'en feront sentir.

Le département a reçu aujourd'hui, d'un cirque, l'offre de 25 éléphants qui seraient mis en service actif, à Cuba. Quelques-uns de ces animaux ont déjà servi dans l'Inde, et ils peuvent braver les marécages et les fourrés.

Reunion de Cabinet à Washington.

Washington, 15 avril.—Les membres du cabinet ont discuté d'une façon générale à la réunion d'aujourd'hui la situation. Cette discussion n'a eu aucun résultat important.

Le gouvernement n'a reçu aucun avis indirect de la préparation d'une note de cabinet ne pensent pas que les efforts évidents faits par l'Espagne pour concentrer les puissances en sa faveur ait pour résultat une entente de ces dernières sur une ligne particulière d'action.

La position actuelle de l'administration est d'attendre la décision du Congrès, sans tenter de l'influencer ou de le retarder. On peut établir que le président n'est pas du tout disposé à opposer son veto à aucune résolution que puisse adopter le Congrès. Les autorités ne croient pas que le Congrès vote une résolution reconnaissant l'indépendance des insurgés, mais si elle était votée un veto serait très improbable.

On dit cependant que le président pourrait la considérer comme un empiètement sur ses prérogatives : la constitution faisant clairement du devoir de l'exécutif la reconnaissance de l'indépendance d'une nation.

Mais le cabinet n'a pas discuté l'attitude qu'il prendrait dans le cas d'une déclaration d'indépendance par le Congrès.

La défense du port de New-York.

Denver, Colorado, 15 avril.—Le sergent Baldwin, du corps des signaux du département du Colorado, a reçu l'ordre de se préparer à partir pour le fort Wadsworth, dans le port de New-York. Il partira ce soir. Le sergent Burnett, du fort Logan, et le sergent Kennedy, de Cooley's Ranch, Arizona, partiront avec lui. Le sergent Myers, du comté de San Bernardino, Californie, est probablement en route. Ces quatre sergents prendront charge du ballon qui, en cas de guerre, sera employé dans la défense de la ville et du port de New-York. Ils sont considérés comme les plus compétents du service des signaux. Le ballon et les accessoires nécessaires sont arrivés au fort Wadsworth il y a plus d'une semaine.

L'envoi des quatre sergents assure qu'il sera habilement mané en cas de besoin.

Le chef du service des signaux a manifesté le désir d'étendre l'instruction dans le maniement du ballon, afin que la force numérique du corps soit augmentée et que l'efficacité du service soit assurée d'une façon permanente.

L'enrôlement des employés de la poste.

Washington, 15 avril.—Le département de la poste a reçu de nombreuses lettres d'employés, demandant dans quelles conditions ils pourraient entrer au service.

Le maître de poste, à ce sujet, a lancé l'ordre suivant : En cas d'appel de l'armée régulière et de la milice dans le service actif, les employés, comme porteurs de lettres ou employés du Département des Postes en état de prendre du service dans l'armée et la marine recevront sur demande des permis de s'absenter sans paie, sans que toutefois le service de la poste en puisse souffrir, leur poste leur sera conservé et ils pourront le reprendre ensuite.

Les permis d'absence des maîtres de poste n'excéderont pas le terme où ils doivent être employés par la poste.

JAMES J. GARY, Maître général des Postes.

En route pour Key West.

Atlanta, 15 avril.—Les compagnies G et A, du 25^e d'infanterie, venant du Fort Missoula, ont traversé Atlanta, à 3 heures du matin, en route pour Key West.

La Note de l'Espagne aux Puissances.

London, 15 avril.—Une dépêche de Madrid, publiée cet après-midi, contient ce qui suit : La note aux puissances passera en revue toute la question cubaine; elle signalera tous les troubles survenus avec les Etats-Unis, par suite des clameurs des fabricants de sucre, qui ont fomenté et organisé toute la révolte; elle rappellera les expéditions flibustières américaines qui n'ont pas été arrêtées par le pouvoir; elle ajoutera que les insurgés ne sont pas des Cubains, mais des aventuriers de toutes les nationalités, dont le but est le pillage et le vol.

Elle énumérera toutes les concessions faites par l'Espagne. L'Espagne, dira-t-elle, a fait tout ce qu'il était possible pour pacifier l'île; les conseils des Etats-Unis se sont constitués eux-mêmes agents des insurgés. Quand l'autonomie a été accordée, une escadre américaine a été envoyée à Cuba, pour encourager les insurgés à la reconnaissance.

Toutes ces allégations seront soutenues par des documents et des preuves à l'appui, qui démontreront toute la mauvaise foi déployée par les Etats-Unis envers l'Espagne.

La note aux puissances, conclura en déclarant que l'Espagne a épuisé tous les moyens d'obtenir la paix; c'est contre sa volonté qu'elle est poussée à se préparer à la guerre et à combattre pour défendre son honneur et ses droits.

Déclaration du premier ministre d'Espagne.

London, 15 avril.—D'après une dépêche spéciale de Madrid son Sagasta, premier ministre, faisant allusion à l'imputation de la destruction du Maine à des agents espagnols, a dit :

Cette infâme calomnie mérite la réprobation du monde entier. Toutes les nations connaissent la véritable cause du désastre et de nombreux fonctionnaires américains la connaissent également.

Baser un prétexte d'intervention sur une lâche calomnie de ce genre est pour le peuple américain un défi porté à la raison et à la justice. Pour cette raison il nous est impossible de ne pas protester formellement devant les puissances contre cette imputation.

Bruit d'une Intervention des Puissances.

Rome, 15 avril.—Le "Popolo Romano" apprend que les puissances doivent intervenir en faveur de l'Espagne par une démonstration navale.

Subscription de la Reine Regente.

Madrid, 15 avril.—La Reine Regente s'est mise à la tête de la subscription nationale et verse un million de pesetas—ce qui produit un véritable enthousiasme.

Approbation.

Madrid, Espagne, 15 avril.—Le "Liberal" approuve les mesures énergiques prises hier par le gouvernement en disant :

Ce n'est que par le parlement qu'on peut faire connaître tout ce que la nation doit connaître. Continuant, le "Liberal" conseille à la presse de se borner à attiser l'enthousiasme belliqueux et ajoute :

Aucune discussion nouvelle n'est possible pendant que la souveraineté de l'Espagne sur l'île de Cuba est mise en question.

Impossibilité d'une démonstration navale.

London, 15 avril.—Les fonctionnaires du Foreign Office ne croient pas que les puissances feront une démonstration navale.

Un ambassadeur a dit que des efforts dans le but d'une démonstration navale seraient infructueux, la Grande-Bretagne ayant refusé de prendre part à une telle mesure.

Intervention des Puissances Européennes.

Rome, 15 avril.—Le Popolo Romano dit aujourd'hui qu'il pense que les puissances d'Europe interviendront entre les Etats-Unis et l'Espagne, en faveur de cette dernière; il ajoute que cette intervention aura lieu sous forme de démonstration navale, dans laquelle prendraient part toutes les puissances.

Enthousiasme pour la reine Regente.

Madrid, 15 avril. 8 heures du matin.—La nouvelle que la reine Regente avait mis son nom en tête de la liste des subscriptions nationales, avec un million de pesetas a enthousiasmé la population.

L'Impartial, journal indépendant, dit à ce propos :